

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie**

-----  
**DIRECTION DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE**

-----  
**SOUS DIRECTION DES STATISTIQUES  
DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**

-----  
**SERVICE DES INDICES DES PRIX A LA  
CONSOMMATION DES MENAGES**

**PROJET PRIX CEMAC  
ENQUETE SUR LES DEPENSES DES  
MENAGES A DOUALA ET YAOUNDE  
(EDM2000)  
Données sur la consommation finale des  
ménages : Coefficients budgétaires**

*Document interne*

**Décembre 2001**

# SOMMAIRE

<b>I- HISTORIQUE DE L'ENQUETE, CHAMP GEOGRAPHIQUE ET OBJECTIFS .....</b>	<b>3</b>
1.1- Contexte général du Projet Prix CEMAC: Politique d'intégration régionale .....	3
1.2- Champ géographique du Projet Prix CEMAC .....	3
1.3- Objectifs et résultats attendus de l'enquête sur les dépenses des ménages .....	4
<b>II- LES MODALITES DE TIRAGE DE L'ECHANTILLON ET LA</b>	
<b>METHODOLOGIE DE COLLECTE.....</b>	<b>4</b>
2.1- Modalité de tirage de l'échantillon.....	4
2.2- Le questionnaire .....	5
2.3- Définition du ménage .....	5
2.4- Bilan des opérations de collecte.....	6
2.5- Estimations sur les ménages .....	6
2.6- Estimations sur la population des ménages.....	6
<b>III- LES DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE A YAOUNDE ET DOUALA ...</b>	<b>7</b>
Tableau1 : Structure générale de la dépense de consommation finale en 2000. ....	7

## **I- HISTORIQUE DE L'ENQUETE, CHAMP GEOGRAPHIQUE ET OBJECTIFS**

### **1.1- Contexte général du Projet Prix CEMAC: Politique d'intégration régionale**

Le traité instituant la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) stipule dans son article premier que : " la mission essentielle de la communauté est de promouvoir un développement harmonieux des Etats membres dans le cadre de l'institution de deux unions: une Union Monétaire et une Union Economique. Dans chacun de ces deux domaines, les Etats membres entendent passer d'une situation de coopération, qui existe déjà entre eux, à une situation d'union, susceptible de parachever le processus d'intégration économique et monétaire".

Le Projet Prix CEMAC qui doit aboutir à la mise en place de l'indice harmonisé des prix à la consommation au Cameroun s'inscrit dans ce processus. Avec la perspective de l'arrimage du Franc CFA à l'Euro, l'amélioration et l'harmonisation des indices des prix à la consommation sont apparues une des actions prioritaires de la mise en œuvre de la CEMAC. La disponibilité d'une information fiable et à jour sur l'évolution des prix à la consommation est un facteur indispensable aux décisions de politique économique, en particulier dans ses objectifs de lutte contre l'inflation et de stabilité monétaire. Dans un contexte d'intégration économique et monétaire, la disponibilité de statistiques des prix harmonisées entre les différents pays est également un élément extrêmement utile d'information pour la coordination et la surveillance multilatérale des politiques économiques. Ce projet consiste à confectionner avec la même méthodologie un indice des prix à la consommation dans les États membres de la CEMAC.

### **1.2- Champ géographique du Projet Prix CEMAC**

Compte tenu des contraintes d'ordre financières, logistique et de ressources humaines dans les Etats membres, le champ géographique se limite pour le moment aux principales villes des pays.

Lorsque l'on examine les données des derniers Recensements et enquêtes sur les dépenses, deux cas de figure se présentent :

1- La capitale représente l'essentiel de la consommation du milieu urbain, c'est le cas du Centrafrique, du Gabon et du Tchad.

2- Deux villes représentent l'essentiel de la consommation du milieu urbain, c'est le cas du Cameroun, du Congo et de la Guinée Equatoriale.

Les villes retenues dans la sous région sont les suivantes :

<b>CAMEROUN</b>	<b>Yaoundé, Douala</b>
CENTRAFRIQUE	Bangui
CONGO	Brazzaville, Pointe-Noire
GABON	Libreville
GUINEE EQUATORIALE	Malabo, Bata
TCHAD	N'Djaména

### **1.3- Objectifs et résultats attendus de l'enquête sur les dépenses des ménages**

Le Projet comporte deux volets : un volet Prix et un volet Enquête. Le volet Prix a effectivement démarré en janvier 2000 dans tous les pays de la sous région avec la collecte des prix de l'année de base qui est l'année 2000 pour tous les Etats.

**L'objectif spécifique du volet enquête de ce projet est de produire au niveau le plus désagrégé possible les pondérations nécessaires à la mise en place d'un indice fiable et harmonisé sur l'évolution mensuelle des prix à la consommation dans les villes retenues.**

## **II- LES MODALITES DE TIRAGE DE L'ECHANTILLON ET LA METHODOLOGIE DE COLLECTE**

### **2.1- Modalité de tirage de l'échantillon**

Après la phase de mise à jour de la base de sondage datant de 1987, l'on disposait de 790 et 777 unités primaires de sondage (UP) à Douala et Yaoundé respectivement.

Une fois cette base de sondage constituée, il a été procédé à un tirage systématique de 126 par ville. Ces UP ont fait l'objet d'un dénombrement exhaustif avant le tirage des ménages de l'échantillon. Le nombre de ménages tiré par UP est fixe et égal à 8. Les ménages sont tirés à probabilités égales dans chaque UP.

Au total, 1008 ménages devaient être enquêtés dans chacune des deux villes, soit 2016 ménages pour l'ensemble. Ces 1008 ménages par ville sont répartis dans 126 zones d'enquête (ou Unités Primaires de sondage) à raison de 8 ménages par zone. La collecte s'est déroulée en quatre vagues successives de 18 jours chacune entre le 1<sup>er</sup> octobre et 1<sup>er</sup> 15 décembre 2000.

## 2.2- Le questionnaire

La méthodologie utilisée pour observer les dépenses est celle qui a été expérimentée avec succès dans les pays de l'UEMOA et qui a été aussi appliquée en partie à l'enquête ECAM 96:

- des questions participatifs, les carnets de comptes, qui permettent de noter au jour le jour toutes les dépenses effectuées par le ménage,
- des questionnaires rétrospectifs, permettant d'observer les dépenses non courantes du ménage.
- d'autres questionnaires permettant d'avoir, pour un coût supplémentaire négligeable, des informations sur la composition du ménage, le niveau d'instruction, l'activité et le logement.

## 2.3- Définition du ménage

Le **Ménage** (ou ménage ordinaire par opposition à ménage collectif) est un ensemble de personnes, apparentées ou non, vivant sous le même toit (ou dans la même concession), partageant les mêmes repas, reconnaissant l'autorité d'un même individu appelé Chef de ménage (CM) et dont les ressources ou les dépenses sont également communes, tout au moins en partie.

Cette définition suppose que pour décider si un individu fait partie ou non d'un ménage donné, quatre critères doivent être pris simultanément en compte ; ces critères sont :

- critère de résidence commune ;
- critère de repas pris généralement en commun : en milieu urbain ce sera le plus souvent le repas du soir ;
- critère de ressources communes, tout au moins en partie : des dépenses réalisées avec une partie des ressources amenées par un membre profitent dans une certaine mesure à l'ensemble des individus qui composent le ménage ;
- critère de reconnaissance de l'autorité du chef de ménage, qui est sans doute le plus objectif.

Les ménages non africains et tout autre dont le chef travaille dans une organisation internationale (personnel domestique excepté) ont été exclus du champ de l'enquête.

## 2.4- Bilan des opérations de collecte.

		Yaoundé	Douala	Total
Prévus		1008	1008	2016
Enquêtés avec succès (*)	Vague 1	245	239	484
	Vague 2	238	241	479
	Vague 3	224	236	460
	Vague 4	213	169	382
Total enquêtés avec succès	Les quatre vagues	920	885	1805
Non réponse	Effectif	88	123	211
	%	8,7%	12,2%	10,5%

(\*) tous les questionnaires (79) avec moins de 7 relevés quotidiens sont considérés comme des non réponses en plus des refus catégoriques.

## 2.5- Estimations sur les ménages 1

	Yaoundé	Douala
Nombre de ménages dont (%)	240 000	286 000
unipersonnel	11	13
2 à 3 personnes	24	25
4 à 6 personnes	33	33
7 à 10 personnes	24	24
11 personnes et plus	8	5
Total	100	100
Taille moyenne	5,4	5,0
Taille moyenne en équivalent adulte <sup>2</sup>	4,4	4,1

## 2.6- Estimations sur la population des ménages<sup>3</sup>

	Yaoundé	Douala
Population totale estimée dont (%) :	1 301 000	1 404 000
0 à 14	38	33
15 à 59	60	63
60 et plus	2	4
Total	100	100
Age moyen	21	24
Age médian	19	21
Mode	18	18

<sup>1</sup> Pour la ville Douala, l'arrondissement de Manoka n'est pas pris en compte.

<sup>2</sup> La taille du ménage en équivalent adulte ou unité de consommation s'obtient en affectant le coefficient 0,5 à tout membre du ménage dont l'âge est inférieur à 15 ans et 1 si non.

<sup>3</sup> Idem.

### III- LES DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE A YAOUNDE ET DOUALA

La dépense de consommation finale d'un ménage comporte les postes de dépense suivants : l'alimentation et les boissons (dans le ménage et hors du ménage), les tabacs, l'habillement et les chaussures, le logement, l'eau, l'électricité et les combustibles, l'équipement et l'entretien de maison, la santé, les transports, l'enseignement, les loisirs et les autres biens et services divers, les réparations et l'aménagement de maison. Cette dépense inclut l'autoconsommation et le loyer imputé c'est-à-dire le montant du loyer qu'aurait payé le ménage propriétaire ou logé gratuitement s'il était locataire de son logement . La structure est celle de la Nomenclature de Consommation des pays de l'Afrique Centrale (NCAC) qui est une adaptation de la nomenclature internationale, COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose) .

**Tableau1 : Structure générale de la dépense de consommation finale en 2000.**

Poste de dépenses	Consommation totale 2000 à Yaoundé en 1000 000 Fcfa		Consommation totale 2000 à Douala en 1000 000 Fcfa	
	Valeur	%	Valeur	%
Alimentation, et boissons dans le ménage, tabacs	195 399	28,2%	191 740	27,5%
Habillement et chaussures	51 313	7,4%	46 980	6,7%
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	120 794	17,5%	128 358	18,4%
Equipement et entretien de maison	41 738	6,0%	37 347	5,4%
Santé	40 129	5,8%	54 067	7,8%
Transports - déplacements	109 625	15,8%	97 469	14,0%
Loisirs, spectacles et cultures	19 576	2,8%	19 495	2,8%
Enseignement	39 843	5,8%	30 894	4,4%
Hôtels, cafés et restaurants	30 715	4,4%	45 392	6,5%
Autres biens et services divers	43 657	6,3%	45 504	6,5%
<b>TOTAL</b>	<b>692 788</b>	<b>100,0%</b>	<b>697 244</b>	<b>100,0%</b>

Source: EDM2000